



## PRÉSENTATION du Sommet alternatif France-Afrique CISP M à Bamako

L'association **Droits Ici Et Là-bas (DIEL)** accompagne, comme à son habitude, la **Coalition Internationale des Sans-Papiers et Migrants (CISP M)** et la **Coordination 75 des Sans-Papiers (CSP75)** pour leur participation au **sommet France-Afrique** qui se tiendra à Bamako les 13 et 14 janvier 2017. Le **Mouvement pour la Dignité et les Droits des Maliens (MDDM)** se joint à eux pour cette organisation.

Ensemble, nous souhaitons organiser un **Sommet alternatif avec 4 journées d'ateliers et d'actions à Bamako du 10 au 14 janvier 2017** pendant que se déroulera le sommet France-Afrique qui réunira un grand nombre de chefs d'états africains,

des personnes du gouvernement français, du Medef et de l'ONU.

Avec les organisations suivantes que nous avons sollicitées : Migreurop, No Vox, Survie, Emmaüs International, le CCFD, la Fondation Rosa Luxembourg, Attac, Alternatiba, l'AME, Afrique-Europe-Interact, le CAD-Mali, le FALDI, le CRID, RESF, le NPA... et les syndicats Solidaires, CGT et USB pour l'Europe et SYTRAIL et UNTM pour le Mali, nous voulons faire entendre la **voix du peuple africain « d'en bas »** et parvenir à **faire émerger des alternatives** que nous souhaitons soumettre aux chefs d'états africains.

Déjà, au niveau de la CISP M, de DIEL et du MDDM est prévue **une quarantaine de personnes au départ d'Europe**, auxquelles se joindront des délégations de la CISP M et de DIEL venant de **la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Guinée, de Mauritanie, de Tunisie, du Maroc, des États-Unis**. Une Caravane « **À quand la route de l'or ?** » des communes de **Sadiola, Dialafara et de Sitakily** (région de Kayes au Mali) composée d'une **délégation de 150 personnes** devrait également venir pour y débattre des problèmes spécifiques à cette région (extractivisme, orpaillage et abandon de cette région par l'état - voir tract ci-joint).

Sur place, nous essayons déjà de mobiliser les étudiants, les organisations de femmes, les membres de l'AME et d'Afrique-Europe Interact avec qui nous avons déjà fait la caravane Bamako-Dakar pour aller au FSM en 2011, les syndicats SYTRAIL et UNTM et tentons d'en contacter d'autres.

### Sommet alternatif :

Nous souhaitons proposer 8 ateliers les 10, 11 et 12 janvier 2017 et 2 actions les 12 et 14 janvier 2017 (à discuter avec les autres partenaires). Ces ateliers se dérouleront à la Maison des Jeunes de Bamako où 2 salles ont été réservées pour les journées du 10 et du 11 janvier 2017. Des films sur les différents sujets abordés y seront également diffusés. Chaque association ou organisation présente pourra y exposer sa documentation.



**CISP M** – SISSOKO Anzoumane  
Chez M. DRAME Moussa  
19, rue de l'Ourcq – Hall 3  
75019 - Paris  
Contact : Anzoumane SISSOKO  
+33 651 70 74 92



**MDDM**  
Diallo Koundenecoun  
+33 699 01 81 59



**Droits Ici Et Là-bas**  
Maison des Associations du 11ème  
8 rue du Gal Renault – Boite 158  
75011 Paris  
Contact : Moussa KONE  
+33 621 78 15 14



## PROGRAMME & ATELIERS du Sommet alternatif France-Afrique CISPМ à Bamako

Durée des ateliers : 2h (10mn par intervenant puis 1h d'échanges avec la salle - Avec possibilités de changements)

### 10 JANVIER 2017 : 10 à 12h

#### **Salle 1 - Changements climatiques et problèmes environnementaux :**

CISPМ France – Fatou (Animatrice)  
DIEL Côte d'Ivoire – Abdoulaye Traore  
Syndicat Sytrail – Mahamane  
FASTI – Patrick Pierre  
Liste des Sans-Voix – Nancy Hamilton

#### **Salle 2 - Accaparement des terres, extractivisme :**

BADA – Reyne Nesta Sika  
DIEL Mali – Camara Mamadou  
DIEL Guinée – (Animateur)  
CISPМ Mali – Fily Dabo Sissoko (Animateur)  
DIEL France – Karamoko Soualiho

### 10 JANVIER : 10 à 12h

#### **Salle 1 - Femmes : leurs apports, leurs rôles et leurs conditions, y compris lors de la migration**

DIEL France – Mariam Haïdara  
Association de femmes Bamakoises  
Association du quartier Djelibougou-Doumanzana –  
1 jeune étudiante  
CISPМ France – Simone Rivolier  
CISPМ Turin – Kone Brehima

#### **Salle 2 - Accords bilatéraux et Aide au Développement – La dette ; le franc CFA :**

CISPМ Hambourg – Ali (Animateur)  
DIEL Mauritanie – (Animateur)  
CAD-Mali – Broulaye BAGAYOKO (en particulier sur ces 2 sujets : 1. la situation actuelle de la dette en Afrique subsaharienne: vers une nouvelle crise de la dette; 2. Le Franc CFA et le sous-développement en Afrique)  
DIEL Mali – Zoumana Kalossi  
CISPМ Mali – Seyba Fayinké

### 10 JANVIER : 18h - Plénière des 4 ateliers

### 11 JANVIER : 10 à 12h

#### **Salle 1 - Octrois des visas, libre circulation et libre installation, Jeunesse, Morts sur la route des migrations :**

CISPМ Berlin – Trésor (Animateur)  
Conseil des Migrants – Keita SEKOU  
CISPМ USA – Camara Laye  
DIEL Mali – Baradji Youssouf  
MDDM Mali – Diallo Mahady

#### **Salle 2 - Corruption, Sécurité, impact sur vie sociale :**

CISPМ Italie – Aboubakar Soumahoro (Animateur)  
SADI – Nouhoun Keita  
UNTM  
MDDM Bamako – Camara Mamadou  
CISPМ Turin – Kone Brehima

### 11 JANVIER : 15 à 17h

#### **Atelier Communes de Dialafara, Sadiola et Sitakily :**

CISPМ – Sissoko (Animateur)  
1 habitant de la commune de Dialafara (Animateur)  
1 habitant de la commune de Sadiola  
1 habitant de la commune de Sitakily  
Association Be Khe Ballan Sénégal – Oumar Dabo

### 11 JANVIER : 18h - Plénière des 3 ateliers

### 12 JANVIER : 10 à 12h

#### **Conflits et ventes d'armes - France et Nord Mali :**

CISPМ France – Koundenecoun Diallo (Animateur)  
Survie – Yanis Thomas  
MDDM France – (Animateur)  
Ancien ministre – Ousmane Guindo  
Président association Djelibougou/Doumanzana

Le 12 après-midi aura lieu une **manifestation en soutien aux villageois de Dialafara, Sadiola et Sitakily**.

Le 13 au matin sera fait l'**assemblée de convergences et écriture des doléances** à soumettre aux chefs d'états africains.

Le 14 après-midi, **manifestation de clôture du sommet alternatif**.

Toutes les personnes suivantes interviendront depuis la salle : CISPМ Suisse, CISPМ Pologne, CISPМ Espagne, CISPМ Maroc, CISPМ Tunisie, No Borders Maroc, UNSP, Martine Tessard, Laura, Pierre-Jean, Bénédicte, Jean-Pierre, Moussa, Denis, Christophe Haag, Papa Simel, Alain Charlemoine, Claudio Ielmini, Claudio Fellizani, Attac, Migreurop, Ame, Afrique Europe Interact, Oumar Mariko, GRDR...



## APPEL de la Coalition internationale des Sans-papiers, Migrants et demandeurs d'asile (CISPМ)

pour le soutien à son projet d'aller  
interpeller à Bamako les chefs d'Etat  
français et africains réunis  
les 13 et 14 janvier 2017  
pour le 27<sup>e</sup> sommet France-Afrique.

La *CISPМ* appelle tous les mouvements et collectifs de Sans-papiers, Migrants et demandeurs d'asile, ainsi que les associations de soutien, les syndicats et tous les citoyen-ne-s sensibilisés à la lutte contre la politique actuelle des migrations dans la mondialisation, à se mobiliser pour soutenir notre projet d'aller sur place, à Bamako où se tiendra les 13 et

14 janvier prochain le 27<sup>ème</sup> Sommet France-Afrique, afin d'interpeller les chefs d'Etat africains, le Président de la république française et les responsables onusiens réunis sur le sens et la valeur de leur « collaboration ». De fait, depuis que les sommets France-Afrique existent, rien en Afrique n'a vraiment changé. Pire, presque tout a empiré, prédation, corruption, dictature, déni de démocratie, famine, maladie, guerre, tout au profit des puissances dominantes, tout pour le maintien des peuples dominés dans la pauvreté et l'absence désespérante d'avenir.

Il est révoltant et risible à la fois de voir que depuis le 1<sup>er</sup> sommet en 1973 sous la présidence Pompidou, ces rencontres au sommet affichent, sous une appellation ou une autre, les trois mêmes sujets : **dialogue, sécurité, développement**. À Bamako en 2017, cela s'appellera : « **partenariat, paix, émergence** » ! Cette fois peut-être la présence des chefs d'état anglophones forcera-t-elle à élargir le débat : lutte contre le terrorisme, flux migratoires, sécurité et ordre public, aide au développement contre traitement local des migrations (Merkel tout récemment). Mais une nouvelle politique vraiment progressiste d'aide au développement en sortira-t-elle ? On peut en douter, alors qu'il est sûr que sera prioritairement soigné le besoin de poursuivre une « coopération » fructueuse, autrement dit l'assurance que les chefs d'Etat en place continueront à avoir le soutien de la France, et qu'en retour la patrie des droits de l'homme conservera son accès prioritaire aux ressources du continent, bénéficiera des positions militaires nécessaires à sa place dans le monde, ainsi que des voix de beaucoup de ces chefs d'Etat africains à l'Onu. Et même si le président français devait être alors en campagne électorale à haut risque le transformant en interlocuteur peu fiable, cela ne changera rien à la continuité de la « politique africaine » de la France concoctée par les cellules ad hoc, élyséenne et autres. Alors encore un sommet pour rien ? A plus forte raison devons-nous y faire entendre notre voix en y apportant la contradiction du peuple africain d'« en bas », conscient que la complexité et l'urgence de la situation ne seront pas, à un tel sommet, traitées à la bonne hauteur.



**Nous, Sans-papiers et migrants d'Afrique**, nous l'avons déjà fait en mai 2010 lors du 25<sup>ème</sup> sommet France-Afrique à Nice. Après une marche d'un mois de Paris à Nice, notre troupe d'une centaine de Sans-papiers était allée demander à nos chefs d'Etat de ne rien céder au président Sarkozy sur ses accords d'immigration choisie et de réadmission qui se seraient passés sur notre dos. A l'époque seul le Mali avait montré sa fermeté. Qu'en sera-t-il demain ? La mondialisation économique et la globalisation financière ont étendu et intensifié leur emprise sur l'ensemble des sociétés, et plus encore sur les nôtres, celles du Sud, dans une logique de marché et de profit à tout prix, privilégiant partout les revenus du capital par rapport à la valeur du travail. Nous savons donc que nous Sans-papiers, migrants et précaires, sommes et serons les premiers sacrifiés de ce nouvel ordre du monde, que nous

restions au pays ou que nous en partions. À l'évidence nos luttes désormais doivent porter nos revendications sur une nouvelle échelle, non plus seulement nationale, mais aussi internationale. C'est pourquoi, en 2012, à l'occasion d'une marche européenne d'un mois où une centaine de sans-papiers de nos collectifs ont traversé neuf frontières avant d'être reçus au parlement de Strasbourg, nous avons créé la **CISPM**, Coalition qui rassemble Sans-papiers, migrants et demandeurs d'asile de France, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique, Pays Bas, Pologne, Grèce, Espagne, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie. Par notre mobilisation à Bamako, et partout ailleurs des deux côtés de la Méditerranée, nous voulons manifester notre résistance aux accords négociés à ce 27<sup>ème</sup> sommet en donnant toute sa résonance aux voix des « *damnés de la terre* » que nous ne cessons d'être, comme anciens colonisés, et des nouveaux prolétaires que nous sommes devenus, comme Sans-papiers, réfugiés et demandeurs d'asile, tout comme l'immense majorité des peuples africains réduits sans issue au silence et à la précarité.

**En tant que migrants**, ce que d'abord nous voudrions rappeler à tous, petits et grands dans la société, tient en quelques mots, c'est que les migrations sont un droit, une richesse, une nécessité économique, une garantie politique pour la paix. Aujourd'hui, la fermeture de l'Europe à ses frontières, préparée depuis les accords de Schengen le 4 juin 1991, s'est brutalement durcie (réfugiés, politiques d'austérité et de sécurité, guerre contre les parias à Calais, et maintenant le « Brexit » de très mauvais augure...). Le combat sera comme toujours inégal. D'un côté la puissance des Etats, de la finance, des patrons, des media, de la société marchande, des grandes sociétés multinationales, des institutions internationales, BM, FMI, OMC et l'alibi de la « crise mondiale » pour enrober le tout. De l'autre, nous Sans-papiers et migrants, « *autrefois colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés* », comme nous avons l'habitude de le proclamer partout où nous passons, et pourtant encore tenus en esclavage, réclamant justice, revendiquant d'être traités dans notre dignité d'êtres humains, libres d'aller et venir, libres de vivre et travailler dans le pays de notre choix, libres de lutter pour une vie meilleure, pour nous et notre famille, libres de participer à la solidarité avec tous les précaires, libres d'être acteurs de la vie politique sur notre lieu de résidence, de devenir titulaires comme on dit de la « citoyenneté de résidence ». Ces évidences de droit se résument pour nous au principe consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : **liberté de circulation et d'installation pour tous**.

**En tant que migrants**, voici ce que nous irons dire aussi à Bamako, particulièrement à l'attention des pouvoirs établis, qui voudraient bien sous-traiter aux Etats d'origine la « crise » des réfugiés et des migrants dits économiques. Pour nous, migrants économiques, politiques, climatiques, ou les trois à la fois, il n'y a pas lieu d'en faire une distinction de nature mais seulement de circonstances. Nous sommes d'ailleurs souvent les trois à la fois. Pour en sortir, faudra-t-il, comme certains le soutiennent, un véritable plan Marshall pour l'Afrique ? Ce serait sans aucun doute nous livrer pour longtemps pieds et poings liés au carcan d'une soumission accrue aux plans de la mondialisation. Pour nous, c'est plutôt d'une véritable révolution africaine dont nous avons besoin de toute



urgence. Ce que nous voudrions dire à nos chefs d'Etat africains, c'est que le moment est venu de réaliser vraiment nos indépendances, en comptant sur nos propres forces, sur nos richesses naturelles, sur nos ressources intellectuelles, sur notre culture traditionnelle, sur notre jeunesse et son désir d'agir au pays, sur notre capacité à nous unir dans ce but. Aujourd'hui, l'opportunité est donnée dans cet accord désormais planétaire pour la transition écologique capable d'entamer la rupture avec la logique de croissance à l'occidentale et tous les maux qui vont avec, car, et nous insisterons sur ce point, le pire serait que nos chefs d'Etat signent à nouveau le statu-quo d'une intégration contrainte à la globalisation capitaliste néolibérale, cause des dérégulations catastrophiques qui entraînent nos pays dans le cycle du sous-développement et de la pauvreté : spéculation financière

et profit à tout prix, déconnexion de la production et des besoins des populations, catastrophe climatique, écologique, alimentaire, sanitaire, famines, militarisation, guerres, migrants et réfugiés, renforcement des systèmes sécuritaires et répressifs, destruction des droits économiques et sociaux, appauvrissement de la culture et des arts, éducation et formation sinistrées... et toujours la dette à la clé ! Au bout du compte, l'addition est monstrueuse qu'imposent les politiques néolibérales, et ce sera de pire en pire par le renforcement des traités de libre-échange en gestation, qui bafouent la souveraineté des peuples. L'occasion historique est donnée à l'Afrique de dire **NON** !

Pour notre part, nous appelons à proclamer sans relâche, comme nous le ferons à Bamako, un **OUI** déterminé à l'**abolition de la dette des pays les plus pauvres**, obstacle insurmontable à la moindre « *émergence* », oui à l'**abandon du franc CFA**, instrument néocolonial de la servitude financière des pays africains francophones, déni de leur souveraineté économique sans laquelle toute idée de « *partenariat* » est un gros mensonge, oui à la lutte incessante et déterminée contre le **pillage de nos ressources**, ferment de toutes les inégalités et de toutes les guerres passées, présentes et à venir, réduisant la « *paix* » à une peau de chagrin.

**En tant que migrants**, nous sommes bien placés pour savoir la pression des catastrophes environnementales, du réchauffement climatique, de la sécheresse, dont les africains sont loin d'être responsables, et qui nous ont brutalement obligés de partir. Nous exigeons que **justice climatique** soit faite, en réparant ce qu'il est encore possible de sauver. Nous appelons tous les responsables à prendre leurs responsabilités, en mettant en œuvre les exigences de la **déclaration de Casablanca** adoptée à l'issue de la rencontre africaine et internationale sur la COP 22, des 23 et 24 septembre 2016 : **défendre l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, lutter contre l'accaparement des terres, rembourser la dette écologique des pays industriels vis à vis des pays les plus pauvres, rompre avec le modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, défendre les droits humains et l'égalité réelle**. Ce serait là le gage d'un véritable partenariat et le commencement d'une émergence réelle.

Et puisque la **France** est l'interlocutrice privilégiée du sommet, nous lui demanderons à nouveau et plus haut que jamais, en la personne du président Hollande, prenant à témoins les chefs d'Etat africains, de bien vouloir considérer la légitimité de nos revendications en tant qu'immigrés sur le territoire français : **régularisation de tous les Sans-papiers par une carte de 10 ans seule garante d'une intégration réussie, respect inconditionnel du droit d'asile, égalité de droits entre migrants et nationaux, droit de vote et d'éligibilité**. Et nous insisterons avec force sur ce qu'est la campagne actuelle de la CISPM : **fermeture des centres de rétention administrative pour les Sans-papiers et des hotspots pour les réfugiés**, exigence d'une solution politique à la question migratoire pour en finir avec son traitement avant tout policier et pénal, criminalisant les migrants et les étrangers en tant que tels.



Enfin, à vous **chefs d'Etat africains**, et plus particulièrement à vous **chef d'Etat du Mali**, pays hôte du 27<sup>ème</sup> sommet, nous autres migrants nous voulons vous rappeler, s'il en était encore besoin, que notre apport au développement de nos pays est vital. Il représente trois fois l'aide au développement des pays riches ! A ce titre, nous sommes légitimes à exiger que vous, chefs d'Etat, assuriez toute la protection nécessaire à vos ressortissants dès lors qu'ils sont loin du pays, pour longtemps, engagés à travailler difficilement dans les conditions les plus précaires. Nous devons pouvoir compter sur nos représentations à l'étranger pour nous défendre contre l'arbitraire et la violence dont souvent les administrations des pays où nous résidons font preuve. Au premier chef, nous vous prions instamment de renoncer aux honteuses négociations d'accords dits de réadmission. Chacun d'entre nous, avec

ou sans papiers, par son travail en France, en Europe, permet la survie de plusieurs dizaines de personnes au pays. Chaque expulsion, chaque retour forcé est non seulement un drame pour ces familles mais appauvrit notre pays. D'autre part, nous vous demandons d'être très exigeants sur l'ensemble des contrats et conventions que vous passerez avec les partenaires économiques et politiques des pays riches, afin que s'y traduisent l'équité et le respect de notre souveraineté. Que nos ressources telles que l'or, le pétrole, les minerais rares, le cacao, le café, et bien d'autres encore, même si elles dépendent de cours internationaux incontrôlables, ne soient pas dilapidées par les appropriations abusives des multinationales, mais produisent les revenus nécessaires à des projets d'abord et avant tout utiles aux peuples africains.

C'est parce qu'il nous appartient de contribuer aussi, comme tous les acteurs des luttes qui se mènent en ce sens en Europe comme en Afrique, au changement de cette situation dramatiquement injuste, dangereuse pour tous, et hélas bien trop souvent mortelle, que nous appelons les associations, les syndicats, les travailleurs, les étudiants, les mouvements sociaux, les partis les citoyens et citoyennes à se mobiliser avec nous, chacun selon ses moyens, à l'occasion de ce 27<sup>ème</sup> sommet France-Afrique, pour inciter nos chefs d'Etat respectifs à regarder en face leur immense responsabilité et à prendre les décisions qui s'imposent.

**Le porte-parole de la Coalition internationale des Sans papiers, Migrants et demandeurs d'asile,**

Anzoumane Sissoko le 17 octobre 2016

### **Contacts**

CISPM France : Sissoko Anzoumane : [sissokoanzoumane@yahoo.fr](mailto:sissokoanzoumane@yahoo.fr)  
et Diallo Koundenecoun : [koundedial@gmail.fr](mailto:koundedial@gmail.fr)

CISPM Italie : Soumahoro Aboubakar : [abousidicke06@gmail.com](mailto:abousidicke06@gmail.com)

CISPM Belgique : Franco Sébastian : [sebasfranco1977@gmail.com](mailto:sebasfranco1977@gmail.com)

CISPM Allemagne : Ali de Hambourg : [arracher\\_23@yahoo.fr](mailto:arracher_23@yahoo.fr)



## ORGANISATEURS du Sommet alternatif France-Afrique CISPAM à Bamako

Toute l'actualité du Sommet alternatif :  
Site [contresommetfranceafrique2017.wordpress.com](http://contresommetfranceafrique2017.wordpress.com)  
Event fcbk [Sommet alternatif CISPAM France-Afrique](#)

### Coalition internationale des Sans-Papiers et Migrants CISPAM

CISPAM – M. SISSOKO Anzoumane  
19, rue de l'Ourcq – Hall 3  
75019 Paris



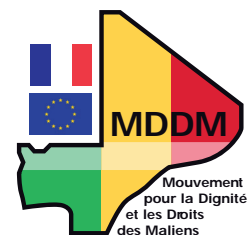
Fcbk [CISPAM](#)

CISPAM France : Sissoko Anzoumane : +33 651 70 74 92 – [sissokoanzoumane@yahoo.fr](mailto:sissokoanzoumane@yahoo.fr)  
Diallo Koundenecoun : +33 699 01 81 59 – [koundedial@gmail.fr](mailto:koundedial@gmail.fr)

CISPAM Italie : Soumahoro Aboubakar : +39 347 925 07 41 – [abousidicke06@gmail.com](mailto:abousidicke06@gmail.com)  
CISPAM Belgique : Franco Sébastien : [sebasfranco1977@gmail.com](mailto:sebasfranco1977@gmail.com)  
CISPAM Allemagne : Ali de Hambourg : [arracher\\_23@yahoo.fr](mailto:arracher_23@yahoo.fr)

### Mouvement pour la Dignité et les Droits des Maliens MDDM

M. Diallo Koundenecoun : +33 699 01 81 59 – [koundedial@gmail.fr](mailto:koundedial@gmail.fr)



### Association Droits Ici Et Là-bas DIEL

DIEL  
Maison des Associations du 11ème  
8, rue du Général Renault – Boite 158  
75011 Paris

M. Moussa KONE: +33 621 78 15 14

[droitsicietlabas@gmail.com](mailto:droitsicietlabas@gmail.com)



# **LES COMMUNES DE SADIOLA, DIALAFARA & SITAKILY**

## **A quand la route de l'or ?**

**Route du poisson ; Route du maraîchage ; Route des mangues ;**

**C'est la grande mode au Mali**

**Mais alors, à quand « La route de l'or », chez nous, dans notre commune de Dialafara !**

Bornée à l'est par la falaise de Tambaoura et à l'ouest par le fleuve Falémé, nos communes sont entourées par 5 mines d'or industrielles : 2 dans la commune de Sadiola au nord, 3 dans celle de Sitakily et de dans celle de Kéniéba au sud.

Depuis 20 ans, les populations de nos communes vivent dans la poussière des pistes soulevée par le va-et-vient incessant des énormes camions de l'industrie de l'or. Nos enfants vivent continuellement dans la poussière et des maladies pulmonaires se développent chez la majorité d'entre eux pouvant aller pour certains jusqu'à leur décès !

Pourtant, nous sommes au Mali, où déjà en 1324, Kankou Moussa, dixième « mansa » (roi des rois) de l'Empire du Mali, lors de son célèbre pèlerinage à La Mecque, à Médine et au Caire, y dépensera tant d'or qu'il provoquera une chute soudaine du cours de l'or. Cette chute durera dix ans et ruinera de nombreuses personnes !

Actuellement, le Mali est toujours le troisième plus grand producteur d'or sur le continent après l'Afrique du Sud et le Ghana. Et en 2012, la Chambre des mines du Mali a déclaré : « L'or est depuis bientôt dix années consécutives, le premier produit d'exportation du Mali, loin devant le coton et le bétail sur pied. Ainsi, l'apport du secteur minier (l'or) à l'économie nationale est estimé en 2012 à 415,23 milliards FCFA contre 350,80 en 2011 »

Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (Instat) la production d'or en 2015 est de 50 tonnes : 46 en production industrielle et 4 en extraction artisanale, à savoir l'orpaillage, sur plus de 350 sites, « placers », et occupant plus d'un million de personnes selon le ministère des mines.

Mais notre population, faute de routes carrossables, est isolée, délaissée par l'état et les « forces de l'ordre ». De plus, la découverte de filons d'or dans nos 3 communes a provoqué l'arrivage massif d'orpailleurs traditionnels mais également de malfaiteurs. La population est devenue la proie du banditisme et se retrouve en totale insécurité car les attaques de brigands se multiplient et deviennent de plus en plus violentes : déjà 6 personnes de tuées en 2014/2015 et de nombreux blessés, parfois très graves, sans qu'aucune autorité n'intervienne pour les protéger ou les préserver de ce danger.

Et tout cela, sans compter qu'il n'existe aucun hôpital digne de ce nom, aucune Ecole de Mines, que la flore, la faune et l'éco-système sont détruits par l'exploitation minière, que l'eau se raréfie et les nappes phréatiques sont polluées, que le commerce et l'artisanat tendent à disparaître, que l'agriculture est abandonnée par les populations et que la sauvegarde de l'environnement et le développement durable sont quasi inexistantes.

**Depuis des années, nous adressons en vain lettres et pétitions au Gouvernement, mais cet or qui enrichit le pays, ne nous apporte que maladies, décès et agressions !**

**Cela ne peut plus durer ! Il y a urgence à agir !  
A quand une "Route de l'or" financée par l'État,  
réalisée par les habitants de nos villages,**

**comme chez nous, dans notre commune de Dialafara !**

**Nous avons déjà réalisés trois tronçons pour montrer notre savoir-faire dans 3 villages.  
L'argent malien profitera enfin aux familles maliennes !**

**Cette route sera le prélude à un réseau d'infrastructures routières, condition d'un véritable décollage économique, non seulement pour nos villages mais pour toute la région !**

**Soutenez nos 3 communes : Sadiola, Dialafara et Sitakily!**

2 manifestations sont prévues : la première à Paris le 6 janvier 2017 en direction de l'Ambassade du Mali,  
la seconde le 12 janvier 2017 à Bamako en direction du Palais présidentiel

Les principaux groupes miniers industriels actifs dans le pays sont le britannique Randgold Ressources, qui exploite les mines de Loulo-Goukoto et Morilla. Sur ce dernier site, il est associé au sud-africain AngloGold Ashanti, qui développe également les mines de Sadiola et Yatela (avec le canadien IamGold).